

L'ÉMISSION DE DAMAS

Jean-Bernard PARENTI

CONFÉRENCE DU 28 MARS 2009

Séance publique, "Journée de l'Académie de philatélie" au musée de La Poste de Paris

La promesse d'un état indépendant faite par les Anglais aux Arabes, en contrepartie de leur engagement dans la guerre contre les Turcs, aboutit le 8 mars 1920, à l'indépendance unilatérale d'un royaume arabe syrien. Cette décision, incompatible avec les visées françaises dans la région, entraîne le 24 juillet de la même année, la défaite militaire de l'armée du Roi Fayçal et sa destitution par le Général Gouraud.

Le gouvernement français ne voulait pas d'une Syrie unitaire car les tensions nationalistes restaient fortes après l'éviction de l'émir Fayçal. L'objectif était de briser la résistance syrienne, et ne pas laisser se développer le nationalisme arabe des villes. Il fallait diviser territorialement l'espace[1].

Deux projets s'opposaient :

Celui de Robert de Caix[2] qui souhaitait « modeler la Syrie » au mieux des intérêts de la France. Il voulait un morcellement poussé du territoire syrien et pensait que ce découpage en petites unités territoriales devait faire éclater les mouvements nationalistes arabes urbains et devait permettre un meilleur contrôle.

De son côté, Gouraud[3] fit une analyse différente de la situation et ses propositions divergeaient de celles de Robert de Caix. Il prévoyait un découpage beaucoup plus simple en trois grandes divisions pour la Syrie, plus un état libanais agrandi. Il proposait donc : un état de Damas, un état d'Alep, un territoire des Ansariehs, et un grand état libanais.

Le général Gouraud estimait qu'une division trop importante du territoire syrien était coûteuse et dangereuse, et il pensait que la formule qu'il avait proposée, à savoir un Grand Liban à majorité chrétienne et deux états musulmans, Damas et Alep, était la mieux adaptée à la situation sur le terrain.

Le président de la République, Alexandre Millerand, se rallia aux points majeurs du découpage pensé par Gouraud. Alep et Damas devinrent des « gouvernements » et non pas des « États » et les cinq grandes divisions qu'il avait prévues seront créées. Par ailleurs, les villes côtières revendiquées par les Libanais seront rattachées au Liban, tel qu'il l'avait pensé.

Ainsi, le territoire fut découpé en cinq grands ensembles[4]:

Un « État du Grand-Liban » (arrêté 319 du 31 août 1920) ; un « Gouvernement d'Alep » (arrêté 330 du 1er septembre 1920) ; le « Gouvernement de Damas ». Ce dernier était un gouvernement provisoire établi le 25 juillet 1920 par Gouraud et fortement contesté par Millerand ; il sera remplacé le 20 décembre 1920 par un nouveau gouvernement de Damas, et des « confins militaires » au nord et nord-est du pays (arrêté 590[5]).

Sur un plan postal, l'administration du Gouvernement de Damas continua à utiliser les timbres du défunt royaume chérifien. Ces derniers étaient dépourvus de surcharge indiquant la

nouvelle administration. De Caix s'étonna de ce état de fait et demande dans un télégramme[6] adressé au Trésor & Postes la possibilité de remédier à cette situation :

« ... Poste Damas fait encore usage timbres arabes pour affranchissements. Voyez vous inconvénients à ce que jusqu'à époque ou unification toute Syrie pourra être réalisée ces timbres soient surchargés temporairement des lettres ' O. M.F. ' timbres portent mots 'Royaume arabe' .Cette surcharge serait suivie de celle de la valeur du timbre lui-même »

Ces timbres du Royaume de Fayçal avaient été créés dans l'urgence de la proclamation de l'indépendance du Royaume. Commandés à un faussaire réputé pour ses contrefaçons de billets de banque, ils avaient été fabriqués dans une ancienne savonnerie de Damas dont le personnel féminin inexpérimenté avait été réquisitionné. Le résultat fut à la hauteur des compétences : papier de mauvaise qualité, impressions brouillées, dentelures aléatoires.

Comble de l'ironie, les autorités militaires françaises durent payer la facture des quelques quinze millions de figurines produites ainsi que l'incinération consécutive de près de quatorze millions d'entre elles.

Durant le printemps 1921, l'imprimerie du haut-commissariat à Beyrouth procéda à la surcharge souhaitée par de Caix. Au total treize valeurs furent surchargées (dont quatre timbres-taxi). Leur utilisation s'échelonna du 1^{er} juin 1921 au 13 novembre 1921 et ils n'eurent cours que dans le gouvernement de Damas.

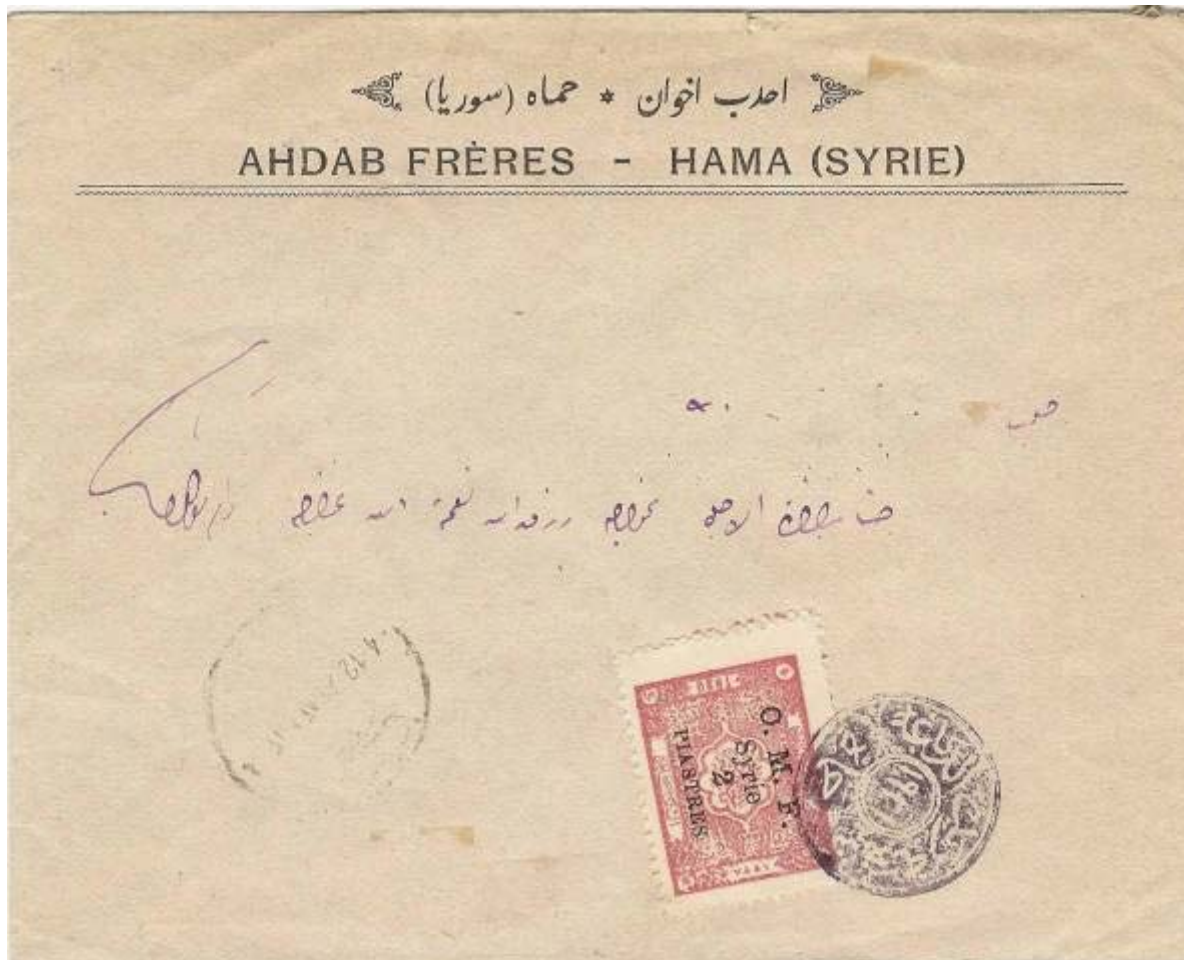
Cependant, devant l'échec politique et humain du découpage, l'ensemble des divisions du territoire syrien sera plusieurs fois remanié de manière importante. En juin 1922, une fédération syrienne sera réalisée comprenant trois États : Damas, Alep, Alaouites (le sandjak d'Alexandrette était indépendant mais restait sous l'autorité de l'État d'Alep).^[7]



Carte postale adressée par l'agence de la Banque Impériale Ottomane de Damas à l'agence de Bombay du Comptoir National d'Escompte de Paris.

L'affranchissement est de 2 piastres 50, tarif de la carte postale dans le régime international.

À noter la variété de piquage déplacée sur le 50 centièmes vert.



Lettre d'Hama pour Alep affranchie à 2 Piastres. Tarif du régime intérieur.
Le timbre est oblitéré par le cachet négatif du bureau postal du souk des tanneurs.

Bibliographie :

- Kouhry D. Gerard, Une tutelle coloniale : le mandat français en Syrie et au Liban; Écrits politiques de Robert de Caix, Belin, octobre 2006.
- Morlin Elisabeth, *Pourquoi un « Grand-Liban » ? Le rôle des grandes puissances et des diasporas libanaises*, Revue Hérodote n° 53, 2^e trimestre 1989, page 101.
- Kaczmarczyk Alexander, *The postal issues of Syria, Lebanon and the Alaouites 1919-1945*, James Bendon, Limassol 2004.
- Kaczmarczyk Alexandre & Unwin Rodney, *Philatelic History of the Arab Kingdom of Syria*, James Bendon, Limassol 2002.
- R.G, *Note sur les timbres syriens de 1920*, l'Écho de la Timbrologie, numéro du 30 novembre 1936, page 1037.
- *Chiffre de tirage de l'émission de Damas*, l'Écho de la Timbrologie, n° 620 octobre 1921, page 947.

[1] Revue Hérodote n° 53 deuxième trimestre 1989 , Pourquoi un « Grand-Liban » ? Le rôle des grandes puissances et des diasporas libanaises, Élisabeth Morlin.

[2] Animateur de plusieurs comités coloniaux et conseiller très écouté du Quai d'Orsay, le comte Robert de Caix de Saint-Aymour commence à s'intéresser à la question syrienne pendant la première guerre mondiale. Il deviendra rapidement 'incontournable' et sera choisi par le gouvernement français comme secrétaire général du haut-commissariat pour seconder le Général Gouraud.

[3] Le Général Gouraud fut nommé haut-commissaire de la République française en Syrie Liban. Il occupa cette fonction du 8 octobre 1919 au 18 avril 1923.

[4] Revue Hérodote, *op. cit.*

[5] Le territoire syrien sous mandat en 1920 couvrait une superficie de 178 400 km² pour une population estimée à 3 360 000 habitants (ces chiffres furent publiés dans l'Asie française, n° 192, mai 1921).

[6] Archives du Service Historique de l'Armée de Terre (S.H.A.T), Vincennes, carton 4 h 44.

[7] Dès la fin 1921, les Gouvernements de Damas et Alep disposeront des mêmes figurines pour affranchir leur courrier. Ce n'est que le 1^{er} janvier 1925 que le territoire des Alaouites sera postalement indépendant et en 1938 que le Sandjak d'Alexandrette, détaché de la Syrie lors d'un référendum, deviendra postalement autonome.